COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

COMMISSION EUROPEENNE POUR L'EFFICACITE DE LA JUSTICE
(CEPEJ)

QUESTIONNAIRE POUR ÉVALUER LES SYSTÈMES JUDICIAIRES2009

Pays : Portugal

Correspondant national

Nom Prénom : **DE OLIVEIRA Joao arsenio**
Profession : **Legal consultant**
Organisation : **Ministry of Justice**
E-mail : **jaoliveira@dgpj.mj.pt**
N° Téléphone : **351 21 792 40 00**

1. Données démographiques et économiques

1. 1. Généralités

1. 1. 1. Habitants et informations économiques

1) Nombre d'habitants

10617575

2) Dépenses publiques totales annuelles de l'Etat / le cas échéant dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national	76557000000
Niveau territorial / entités	

3) PIB par habitant (en €)

15668

4) Salaire moyen brut annuel (en €)

19900

5) Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1 janvier 2009

Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 1 à 4 et tout commentaire relatif à l'interprétation des données fournies, le cas échant:

Questions 1, 2 and 3 - National Statistics Institute (Instituto Nacional de Estatística)
Question 4 - Labour Ministry and Social Welfare (Ministério do Trabalho e da Solidariedade Social)

Questions 1, 2 and 3 - Provisional data

1. 2. Données budgétaires relatives au système judiciaire

1. 2. 1. Budgets (tribunaux, ministère public, aide judiciaire, frais)

6) Budget total annuel approuvé et alloué à l'ensemble des tribunaux (en €)

513513518

7) Veuillez préciser

It refers to amounts related to the functioning of the courts, including court personnel remuneration. It excludes major investments, such as new buildings.
Please, also refer to question 8.

8) Le budget approuvé pour les tribunaux inclut-il les postes suivants? Veuillez préciser

pour chaque poste (ou pour certains d'entre eux) les montants concernés ou indiquer NA (non disponible) dans le cas où ce montant est impossible à évaluer:

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	☑ Oui	398809928
Budget public annuel alloué aux nouvelles technologies de l'information (équipements, investissements, maintenance)	☑ Oui	8455892
Budget public annuel alloué aux frais de justice	☐ Oui	
Budget public annuel alloué aux bâtiments (maintenance, budget de fonctionnement)	☑ Oui	39802030
Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	☐ Oui	
Budget public annuel alloué à la formation	☐ Oui	
Autres (Veuillez préciser)	☑ Oui	66445668

Commentaire :

9) Le budget public annuel alloué à l'ensemble des tribunaux a-t-il été modifié (augmentation – diminution) lors des cinq dernières années ?

◉ Oui

○ Non

Si oui, veuillez préciser (par exemple en fournissant une indication sur l'augmentation ou la diminution du budget lors des cinq dernières années):

The general budget has increased over the last five years and the budget allocated to the Higher Courts (which have separated budgets) has also increased.

10) Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe ou des frais pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun :

☑ en matière pénale ?

☑ en matière autre que pénale ?

Si oui, existe-t- il des exceptions ? Veuillez préciser:

Subjective exemptions:
The Public Prosecutor, in the actions, proceedings and appeals, when he acts on his own behalf, in the defence of the rights and interests that the law confers to him,

Legal persons with public administrative purposes

Voluntary organisations

Any citizen, association or foundation, that takes part in the procedures concerning the defence of values and assets protected by the Constitution

The victims of working accidents and the carriers of professional illness, in the procedures of accident or illness, when represented or sponsored by the Public Prosecutor.

Objective exemptions:

In the adoption procedures

In the minors' jurisdiction procedures, should the costs be at their charge

In the procedures concerning the liquidation and partition of assets belonging to social welfare institutions and to syndicate bodies

In the deposits and withdrawals that have to be made by the parts and which are considered normal specific procedural steps, as well as the release of securities, in inventories and in the civil enforcement actions

In cases of value inspection for counting effects in what concerns the justice tax.

11) Si oui, veuillez préciser le montant annuel des frais (ou taxes) perçus par l'Etat (en €)

132680045

12) Budget total annuel approuvé pour l'ensemble du système de justice (en €)

Veuillez préciser les éléments composant ce budget de l'ensemble du système judiciaire:

.	☑ Montant	1388550485

Commentaire :
The amount indicated is the total budget of the Ministry of Justice for 2008.

13) Budget public annuel approuvé et alloué à l'aide judiciaire (en €)

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

.	☑ Montant	36432072

Commentaire :

14) Si possible, veuillez préciser (dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP), veuillez l'indiquer en utilisant les bonnes

abréviations).

	Budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires pénales	Budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires autres que pénales
Montant	NA	NA

Commentaire :

15) Le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire est-il compris dans le budget des tribunaux ?

- ○ Oui
- ◉ Non

16) Budget public annuel approuvé et alloué au Ministère public (en €)

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

. ☐ Montant

Commentaire :

17) Le budget public annuel alloué au Ministère public est-il compris dans le budget des tribunaux ?

- ○ Oui
- ◉ Non

18) Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la justice	Oui	Oui	Oui	Oui
Autre ministère	Non	Non	Non	Non
Parlement	Non	Oui	Non	Non
Cour Suprême	Non	Non	Non	Non
Conseil Supérieur de la Magistrature	Non	Non	Non	Non
Tribunaux	Non	Non	Non	Non
Organisme d'inspection	Non	Non	Non	Non
Autre	Non	Non	Non	Non

19) Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser (au regard de la question 18) :

Not applicable.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :
- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre

- les caractéristiques de votre système budgétaire et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années
- si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires

Note to question 18: It is up to the Justice Administration Directorate-General (Direcção-Geral da Administração da Justiça) to prepare a draft of budget to pay the salaries of court clerks and judges (first instance only) as well as some day-to-day expenses, following the instructions of the Financial and Infrastructures Management Institute (Instituto de Gestão Financeira e Infraestruturas da Justiça)and respecting the maximum and minimum amounts established by the Ministry. The same Directorate-General prepares a draft of investment budget for the expenses concerning infrastructures and equipment, namely hardware and software.

Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 6, 8, 11, 12, 13, 14 et 16

Question 6 - Direcção-Geral da Administração da Justiça e Tribunais Superiores (Justice Administration Directorate-General and the High Courts)
Question 7 - Direcção-Geral da Administração da Justiça e Tribunais Superiores (Directorate-General for Justice Administration and the High Courts)
Question 11 - Instituto de Gestão Financeira e Infraestruturas da Justiça (Financial and Infrastructures Management Institute)
Question 12 - Dossier Justiça 2006
Question 13 - Instituto de Gestão Financeira e Infraestruturas da Justiça (Financial and Infrastructures Management Institute)

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2. 1. Aide judiciaire

2. 1. 1. Principes

20) L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	Oui	Oui
Conseil juridique	Oui	Oui
Autres	Oui	Oui

21) Si autres, veuillez préciser (au regard de la question 20):

Total or partial exemption from court fees and other expenses related to the case payment by instalments of the court fees and of other expenses related to the case, payment by instalments of the assigned counselour's compensation, payment of the appointed counselour's salary or private baillif (enforcement solicitor).

Legal aid is also possible whem resorting to ADR.

22) L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice?

(●) Oui

( ) Non

Si oui, veuillez préciser:

The Law foresses the total or partial exemption from court fees and other expenses related to the case.

23) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice ?

(●) Oui

( ) Non

24) Nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire publique octroyée au niveau national, régional ou local (dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP), veuillez l'indiquer en utilisant les bonnes abréviations).

	Nombre
Total	110091
en matière pénale	
en matière autre que pénale	

Commentaire :

25) En matière pénale, toute personne qui n'en a pas les moyens peut-elle bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat ?

- (●) Oui
- ( ) Non

26) Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et biens du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire :

	Oui	Montant en €
en matière pénale	X	
en matière autre que pénale ?	X	

Commentaire :
It is not possible to give the exact amount because factors, other than the income, are also taken into consideration, namely the ones related to other expenses of the person requesting legal aid.

27) En matière autre que pénale, est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien- fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice)?

- ( ) Oui
- (●) Non

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

28) Si oui, la décision pour accorder ou refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

- [ ] le tribunal ?
- [ ] une instance extérieure au tribunal ?
- [ ] une instance mixte tribunal/organe externe?

29) Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux justiciables de financer une action en justice?

- (●) Oui
- ( ) Non

Veuillez préciser:
The court proceedings expenses are included in the legal expense insurance coverage. The legal expense insurance legal framework is laid down in articles 167 to 172 of Decree-Law 72/2008, of 16 April, which came into force on the 1st January 2009.

This legal framework results from the transposition of Council Directive 87/334/EEC of 22 June 1987, on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to legal expenses insurance.

30) La décision judiciaire peut-elle porter sur la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	Oui (la décision judiciaire peut porter sur la manière dont les frais de justice sont payés par les parties)
en matière pénale ?	Oui
en matière autre que pénale ?	Oui

Vous pouvez indiquer ci-dessous :
- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système d'aide judiciaire et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 24 et 26:

Question 26 - Directorate-General for Justice Policy

2. 2. Usagers des tribunaux et victimes

2. 2. 1. Droit des usagers et victimes

31) Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: Ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement:

☐ aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.) ? adresse Internet:	☑ Oui	www.dre.pt, www.pgdlisboa.pt, www.dgpj.mj.pt, www.citius.mj.pt
☐ à la jurisprudence des hautes juridictions ? adresse Internet:	☑ Oui	www.dgsi.pt
☐ à d'autres documents (par exemple formulaires) ? adresse Internet:	☑ Oui	www.citius.mj.pt

32) Votre système prévoit-il une obligation d'information des parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

○ Oui
◉ Non

Si oui, veuillez préciser:

33) Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions?

◉ Oui
○ Non

Si oui, veuillez préciser:

The Commission for the Protection of Crime Victims notifies the victims of violent crimes on requests for reimbursement by the State, and on requests for compensation in advance to victims of domestic violence. Such is done without any charge to the victims. There are also private associations that give support to crime victims.

34) Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables, au cours des procédures judiciaires, aux catégories de personnes vulnérables suivantes :

	Dispositif d'information	Modalités d'audition	Droits procéduraux	Autres
Victimes de viol	Non	Oui	Oui	Oui
Victimes du terrorisme	Non	Oui	Oui	Oui
Enfants/Témoins/Victimes	Non	Oui	Oui	Oui
Victimes de violence domestique	Oui	Oui	Oui	Oui
Minorités ethniques	Non	Non	Non	Non
Personnes handicapées	Non	Oui	Oui	Oui
Délinquants mineurs	Non	Oui	Oui	Oui
Autres	Non	Oui	Oui	Oui

Commentaire :

35) Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

- (●) Oui
- ( ) Non

36) Si oui, cette procédure d'indemnisation consiste-t-elle en

- [x] un dispositif public ?
- [ ] une décision du tribunal ?
- [ ] un dispositif privé ?

Si oui, quels sont les types d'affaires entrant dans le cadre de cette procédure ?

It applies to all cases in which intentional crimes occur that cause grievous bodily harm or death. Should any of these situations occur, the persons who have access to the compensation fund are, in accordance to the civil law, the victim himself or his/her legal heirs.

37) Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts prononcés par les juridictions pour les victimes?

- ( ) Oui
- (●) Non

Si oui, veuillez préciser :

38) Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance)

- (●) Oui
- ( ) Non

Si oui, veuillez préciser :

In the Penal Procedural Code and with respect to the inquest phase, there are mandatory rules for the public prosecutors. These rules concern the information due to victims of any type of crime, and in particular, the information regarding the victims' compensation rights and the way they can bring them into effect.
In fact, the mechanisms for victim information that go beyond the aforementioned civil nature derive from the Public Prosecutor's own organisational structure which encompasses public attendance done, in great part, by the prosecutors themselves.
In addition, at police level, specific units/services/departments have been set up to help victims of certain crimes and in particular of violent crimes, namely mistreatment, domestic violence and sexual abuse.
On the other hand and as regards the assistance provided to victims of crime during the proceedings, it should be noted the taking of evidence for future use (to be done in the presence of an instruction judge and especially designed for situations of serious illness or transfers abroad and in cases of victims of sexual crimes).
Besides, there are specific forms of hearing witnesses (including victims of crimes) such as the concealment of the witness, the taking of evidence in the absence of the defendant and the videoconference, all of them determined by the judge in the proceedings and on the basis of the circumstances or facts revealing threat and/or a high risk of coercion. To this effect, particular attention is given to their vulnerability in connection to their age.
As concerns the criminal procedure and the enforcement measures, attention should be drawn to the specific protection measure, applied by the courts, to victims of crimes, by reason of which the defendant cannot dwell in the area where the crime has occurred or where resides the victim or his/her family or even anyone upon whom new crimes may be committed against (see article 200, n. 1, indent c) of the Penal Procedural Code), another enforcement measure, applicable to the cases where the defendant does not remain in preventive custody, is his/her withdrawal from the victim's residence (see article 16 of the Law n. 61/91, of 13 August).

39) Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ?

- (●) Oui
- ( ) Non

Si oui, veuillez préciser :

At the inquest phase (and even at the judicial phase of the proceedings), the crime victim can always interrupt/stop the criminal proceedings whenever the facts of the investigation relate to certain types of crimes foreseen in law.
He/she may do it in relation to semi-public nature crimes or even private crimes, that is, those crimes in which the criminal procedure requires a complaint or a personal charge.
In these cases, the criminal procedure begins when the victim decides (claim/complaint) and, because the procedure is always dependent from that free will, it immediately stops whenever the victim so decides and clearly says so in the procedure.
Notwithstanding, the victim cannot interfere in the ongoing investigation, contest the public prosecutor's decision in relation to the conduct of the criminal proceeding, or suspend or disrupt the procedure in order to, later on, request its proceeding.
Once the investigation is finished, the Public Prosecutor files the procedure if no evidence of the crime is found, if there is evidence that the defendant has not committed the crime, if the proceeding is not legally admissible or if it has not been possible to obtain enough evidence of the crime or of its perpetrators.
When the Public Prosecutor decides to file the procedure, the victim may always "contest" the decision, once certain assumptions are observed, bearing in mind the progression of the proceedings.
Hence, the victim may:
- request hierarchical intervention in order to determine the charge or to proceed with the investigation (article 278 of the Penal Procedural Code)
- request the opening of the instruction phase, conducted by a judge, in order to judicially reaffirm the decision to file the inquiry (or to bring charges) with the purpose either to put, or not, the case before a court (article 286 and forth of the Penal Procedural Code)
- request the reopening of the inquiry, once new elements of proof occur which may annul the grounds invoked by the public prosecutor in the decision to file (article 279 of the Penal Procedural Code).

2. 2. 2. Confiance des citoyens dans leur justice

40) Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

- ☑ durée excessive de la procédure ?
- ☑ non exécution des décisions de justice?
- ☑ arrestation injustifiée ?
- ☑ condamnation injustifiée ?

Si oui, veuillez préciser (dispositif, tarif journalier) :

Article 22 of the Constitution establishes the principle of liability of public bodies stating that «jointly with their officeholders, staff and agents, the state and all other public bodies shall be civilly liable for such actions or omissions in the performance of their functions as result in a breach of rights, freedoms or guarantees or in any loss to others». This principle constitutes the constitutional legal basis for answering affirmatively to the 3 questions above.
The Portuguese Constitution foresees, in article 20, nr. 4 that «everyone shall possess the right to secure a ruling in any suit to which he is a party, within a reasonable period of time and by means of fair process».
The Law 67/2007 (of the 31st December 2007) establishes the extra contractual liability of the state and other public bodies. Its article 12 expressely foresses compensation in case of illegal damages caused by the administration of justice, namely for excessive lenght of procedures.
Articles 159 and 166 of the Code of Procedure in the Administrative and Tax Courts also foresee a compensation when a judicial decision is (legally or ilegally) nonexecuted.
In accordance with n. 1, article 225 of the Penal Procedure Code (once carried out the dispositions foreseen in n. 5, article 27 of the Constitution of the Portuguese Republic) states that whoever has suffered an illegal arrest or has been under an obvious illegal preventive custody, may require, to the competent court, a compensation for the damages suffered due to the deprivation of liberty.
The second number of the same article defines that the number 1 applies to those who have been under preventive custody, which, not being by itself illegal, may turn unjustified due to gross error in the appreciation of the submitted facts from which the decision depended. This does not apply to the cases in which the convicted person may have contributed, by fraud or negligence, towards that error.
The compensation for «wrongful condemnation» is imposed by n. 6, article 29 of the Constitution of the Portuguese Republic, and carried out by article 462 of the Penal Procedure Code, and determines that if a revised sentence has been condemnatory and the court that has revised the sentence acquits the defendant, that decision is considered null and the defendant returns to the previous legal situation prior to the condemnation. This sentence provides the defendant with compensation due to the damages suffered and orders the refunding of all the amounts related to the costs and fines he, the defendant, may have supported, the compensation is paid by the State, which will be responsible, in what concerns the defendant's rights, towards those that are accountable for the facts that may have determined the revised sentence.

41) Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des usagers ou des professions juridiques (juges, avocats, fonctionnaires, etc.) pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

- [x] enquêtes (de satisfaction) auprès des juges
- [x] enquêtes (de satisfaction) auprès du personnel des tribunaux
- [x] enquêtes (de satisfaction) auprès des procureurs
- [x] enquêtes (de satisfaction) auprès des avocats
- [ ] enquêtes (de satisfaction) auprès des citoyens (visiteurs des tribunaux)
- [ ] enquêtes (de satisfaction) auprès d'autres usagers des tribunaux

Si possible, veuillez préciser leurs titres, comment se les procurer, etc. :

Reports and surveys made by the "Portuguese Permanent Observatory for Justice" an institution created, upon agreement, between the Ministry of Justice and the University of Coimbra. An on-line version of these studies is available at http://opj.ces.uc.pt/portugues/estudos/index.html

42) Si possible, veuillez préciser :

	Oui (enquêtes systématiques : par exemple annuelles)	Oui (enquêtes occasionnelles)
Enquêtes au niveau national	Non	Oui
Enquêtes au niveau des tribunaux	Non	Non

43) Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure) du système judiciaire?

- (●) Oui
- ( ) Non

44) Si oui, veuillez préciser :

Veuillez donner quelques éléments d'information sur l'efficacité de cette procédure de plainte ?

	Délai pour répondre (Oui)	Délai pour traiter la plainte (Oui)
Tribunal concerné	Non	Non
Instance supérieure	Non	Non
Ministère de la Justice	Non	Non
Conseil supérieur de la magistrature	Oui	Oui
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	Oui	Oui

Commentaire :
Although a request or complaint can be filled before the court concerned or, on appeal, before a higher court, it is possible to present those complaints, if linked to disciplinary or administrative matters, to the pertinent High Council (to the High Council for the Administrative and Tax Courts, to the High Council of the Judiciary, to other courts and to the General Prosecutor Office if the complaint is addressed against an action or omission of a public prosecutor). The reports are available on www.csm.org.pt. It is possible to address the Ombudsman but only on the same grounds as the High Council is able to intervene (art. 22, n. 2 of Law 9/91, of 9 April). The Ombudsman's action should be made through the pertinent High Council (art. 22, n. 3 of Law 9/91). The reports are available on www.provedor-jus.pt.

3. Organisation des tribunaux

3. 1. Fonctionnement

3. 1. 1. Tribunaux

45) Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques (compléter le tableau). Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

	Nombre total
Tribunaux de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	231
Tribunaux spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	95
Tous les tribunaux (implantations géographiques) (ce chiffre inclut également les cours suprêmes et/ou les juridictions supérieures)	336

46) Veuillez préciser les différentes sphères de spécialisation (et, si possible, le nombre de tribunaux concernés):

Criminal Instruction Courts 5
Family and Juvenile Courts 19
Labour Courts 47
Commerce Courts 2
Maritime Courts 1
Enforcement of Criminal Sanctions Courts 4
Administrative and Tax Courts 17

47) Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée (par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux).

(●) Oui
( ) Non

Si oui, veuillez préciser:

Yes. In 2009, due to the ongoing reform of the judiciary chart, three pilot jurisdictions were created (Baixo Vouga, Grande Lisboa-Noroeste e Alentejo Litoral). At the end of the reform, foreseeable at 2011, there will be 39 jurisidictions, which one having its own «juízos» of general or specific competence.

Please check, «inter alia» the Law 52/2008, of the 28 Agost, the Decree-Law 25/2009, of the 26 January and the Decree-Leaw 28/2009, of the 28 January.

48) Nombre de tribunaux de 1ère instance compétents pour une affaire concernant (dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations):

	Nombre
un recouvrement d'une petite créance.	232
un licenciement	59
un vol avec violence	233

Veuillez préciser ce qu'est une petite créance dans votre pays (ne répondre que si la définition a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

A small claim was a claim under € 14 963,94.

Veuillez indiquer la source pour les réponses aux questions 45 et 48:

Question 45 - Directorate-General for the Administration of Justice (Direcção-Geral da Administração da Justiça)

Question 48 - Directorate-General for Justice Policy (Direcção-Geral da Política de Justiça)

3. 1. 2. Juges, personnels des tribunaux

49) Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents; si les données ne sont pas disponibles veuillez l'indiquer avec NA)

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

Nombre . 1906

Commentaire :

50) Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel:

	Nombre
donnée brute	NAP
si possible, donnée en équivalent temps plein	NAP

51) Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation de la réponse à la question 50 ci-dessus:

NAP

52) Nombres de juges non professionnels, non rémunérés (y compris "lay judges") percevant, le cas échéant, un simple défraiement. Veuillez indiquer NA si les données ne sont pas disponibles.

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

	Oui	Nombre
Avez vous dans votre		

système des catégories de juges non professionnels ?	X	454

Commentaire :
For this question it was considered the figure of the social judge in actual service.
This number refers to the people designated as social judges, as published in the Official Journal. Being on those
lists does not mean actually participating on the judicial decision making but only on the possibility of being called to participate in very specific proceedings, namely towards those cases foreseen both in the Law n. 166/99 of 14th September (article 30, n. 2 -Tutorial Educational Law) and in the Law n. 147/99 of 1st September (article 115 Protection of Minors and Juvenile in Danger Law) and they decide together with a presiding professional judge.
It is impossible to determine the quantity of non-professional judges who have actually participated in judgments in 2004. The number given corresponds to the persons designated as social judges, which does not
mean that they have really acted as non-professional judges.

53) Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

(●) Oui
( ) Non

Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

Whenever a trial by jury is required by the Public Prosecution, the plaintiff or the defendant, it is up to a jury panel court to judge cases that refer to crimes against cultural identity and personal integrity and crimes against the State security or to those crimes in which the sanction, abstractedly applied, is greater than 8 years of imprisonment and which are not or cannot be judged by a singular court.

54) Si possible, veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence?

NA

55) Nombre de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents). Veuillez indiquer NA si les données ne sont pas disponibles

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

Nombre	.	6774

Commentaire :

56) Si possible, veuillez distinguer ce personnel selon les 4 catégories suivantes. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

- personnels non juge (Rechtspfleger ou organes équivalents), chargé de tâches juridictionnelles ou para juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours	NAP
- personnels non juge chargés d'assister les	

juges (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision) à l'instar des greffiers	Oui	6140
- personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des personnels, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	Oui	357
- personnels techniques	Oui	290

Commentaire :

57) S'il existe dans votre système la fonction de Rechtspfleger (ou fonction équivalente), veuillez décrire brièvement leur statut et leurs fonctions:

NAP

3. 1. 3. Procureurs

58) Nombre de procureurs (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents). Si les données ne sont pas disponibles veuillez le préciser (NA).

Nombre	.	1341

Commentaire :
The figure includes Public Prosecutors working at all Courts.

59) D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

- ○ Oui
- ◉ Non

Si oui, veuillez préciser :

60) Nombre de personnels (non procureurs) attachés au Ministère public (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)
Si les données ne sont pas disponibles veuillez le préciser (NA)

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

Nombre	.	1676

Commentaire :
The figure includes staff working for the Public Prosecution at first instance, Appellate Courts and Supreme Court.

3. 1. 4. Budget des tribunaux et nouvelles technologies

61) Qui est responsable du budget du tribunal ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	Non	Non	Non	Non
Président du tribunal	Non	Non	Non	Non
Directeur administratif du tribunal	Non	Non	Non	Non
Greffier en chef	Oui	Non	Oui	Oui
Autre	Non	Oui	Non	Oui

62) Vous pouvez indiquer ci-dessous :
- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires au sein des tribunaux

The court official is entrusted with the issues related to the acquisition of goods and services. The remuneration of court personnel and judges (at the 1st instance courts) is in charge of the Directorate-General for Justice Administration (Direcção-Geral da Administração da Justiça).

63) Pour l'assistance directe au travail du juge/du greffier, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Traitement de texte	Oui	Non	Non	Non
Base de données électronique pour la jurisprudence	Oui	Non	Non	Non
Dossiers électroniques	Oui	Non	Non	Non
E-mail	Oui	Non	Non	Non
Connexion internet	Oui	Non	Non	Non

64) Pour l'administration et gestion, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Enregistrement des affaires	Oui	Non	Non	Non
Système d'information sur la gestion du tribunal	Oui	Non	Non	Non
Système d'information financière	Oui	Non	Non	Non

65) Pour la communication entre le tribunal et les parties, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Formulaire électronique	Non	Oui	Non	Non
Site internet spécifique	Non	Oui	Non	Non
Autres moyens de communication électronique	Non	Oui	Non	Non

66) Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux et du système judiciaire?

- (●) Oui
- ( ) Non

Si oui, veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution:

Directorate-General for Justice Policy (Direcção-Geral da Política de Justiça)
Avenida Óscar Monteiro Torres, 39
1000-216 Lisboa
Portugal

Vous pouvez indiquer ci-dessous :
- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système judiciaire et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

3. 2. Suivi et évaluation

3. 2. 1. Suivi et évaluation

67) Les tribunaux doivent-ils établir un rapport annuel d'activités ?

- (●) Oui
- ( ) Non

68) Existe-t-il un système régulier de suivi des activités des tribunaux concernant:

- [x] le nombre de nouvelles affaires ?
- [x] le nombre de décisions rendues ?
- [ ] le nombre d'affaires faisant l'objet d'un renvoi ?
- [x] la durée des procédures (délais)?
- [x] autre ?

Veuillez préciser :

Closed cases

69) Existe-t-il un système régulier d'évaluation de l'activité (en termes de performance, rendement) de chaque tribunal?

- (●) Oui
- ( ) Non

Veuillez préciser :

The High Council for Judiciary, through his inspection body, operates regular inspections to the performance of courts and judges (these ones with a four year regularity).

70) Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance (si non, veuillez passer à la question 72):

- (●) Oui

○ Non

71) Veuillez préciser les 4 principaux indicateurs de performance et de qualité d'une bonne justice :

☑ nouvelles affaires
☑ durée des procédures (délais)
☑ affaires terminées
☑ affaires pendantes et stocks d'affaires
☐ productivité des juges et des personnels des tribunaux
☐ pourcentage d'affaires traitées par un juge unique
☐ exécution des décisions pénales
☐ satisfaction du personnel des tribunaux
☐ satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
☐ qualités judiciaire et organisationnelle des tribunaux
☐ coûts des procédures judiciaires
☐ autre

Veuillez préciser :

72) Existe-t-il des objectifs de performance pour chaque juge? (si non, veuillez passer à la question 74)?

○ Oui
◉ Non

73) Veuillez préciser qui fixe ces objectifs:

☐ pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la justice)
☐ pouvoir législatif
☐ pouvoir judiciaire (par exemple un Conseil supérieur de la Magistrature ou une instance supérieure)
☐ Autre

Si autre, veuillez préciser :

74) Existe-t-il des objectifs de performance au niveau des tribunaux (si non, veuillez passer à la question 77)?

○ Oui
◉ Non

75) Veuillez préciser qui fixe ces objectifs:

☐ pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la justice)

- [ ] pouvoir législatif
- [ ] pouvoir judiciaire (par exemple un Conseil supérieur de la Magistrature ou une instance supérieure)
- [ ] autre

Si autre, veuillez préciser :

76) Veuillez préciser les principaux objectifs retenus :

77) Quelle est l'autorité chargée d'évaluer ces indicateurs de performance des tribunaux :

- [x] Conseil Supérieur de la Magistrature
- [ ] Ministère de la justice
- [ ] organe d'inspection
- [ ] Cour Suprême ?
- [ ] organe d'audit extérieur ?
- [ ] autre

Si autre, veuillez préciser :

78) Existe-t-il des standards de qualité (politiques de qualité d'organisation et/ou de qualité judiciaire) définis pour les tribunaux (existence d'un système qualité au sein du système judiciaire) ?

- ( ) Oui
- (•) Non

Si oui, veuillez préciser :

79) Existe-t-il des personnels spécialisés dans les tribunaux responsables d'une politique de qualité et/ou de systèmes de qualité de la justice ?

- ( ) Oui
- (•) Non

80) Existe-t-il un système permettant de mesurer le stock d'affaires en cours et de repérer les affaires non traitées dans un délai raisonnable :

- [x] en matière civile ?
- [x] en matière pénale ?
- [x] en matière administrative ?

81) Disposez-vous d'un moyen de mesurer les temps morts durant les procédures

judiciaires?

- ○ Oui
- ◉ Non

Si oui, veuillez préciser :

82) Existe-t-il un système d'évaluation du fonctionnement des tribunaux basé sur un plan d'évaluation (calendrier de visites) convenu a priori ?

- ◉ Oui
- ○ Non

Veuillez préciser (y compris en indiquant la fréquence de l'évaluation):
Please refer to question 69.

83) Existe-t-il un dispositif régulier de suivi et d'évaluation de l'activité du Ministère public?

- ◉ Oui
- ○ Non

Si oui, veuillez préciser :

Vous pouvez indiquer ci-dessous :
- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques du système de suivi et d'évaluation des tribunaux

Comment on question 83;

Considering the explanatory note, we think that none of the proposed answers totally apply to the monitoring and evaluation of the Public Prosecutor's activity.
Nonetheless, if an answer is really required, one may always say yes.
Specifying:

There is no global evaluation of the activity and functioning of the Public Prosecution Service, although the Attorney General's Office does publish an annual report on the activities that fall under its jurisdiction.

The Superior Council of the Public Prosecution Service is in charge of approving an annual plan of inspections aiming at collecting information on the service and on the merits of its prosecutors.

The inspections to the services aim mainly at giving a better knowledge of the state and organization of the inspected services (namely regarding their installation, the procedural movement, the adequacy and efficiency of the magistrates and supporting personnel) and to collect indications as to the way in which the inspected services worked during the period covered by the inspection, recording the needs and deficiencies and presenting proposals to resolve them, if that is the case.

Regarding the inspections made to the services and to the merit of the public prosecutors they aim at evaluating the professional merit and to obtain information on the way in which they perform their duties.

The parameters for the evaluation of the service are the intellectual ability, the way in which their duties are performed, namely during the court hearings, the juridical and technical quality of their work, the legal papers they have published, the working conditions, the volume and

complexity of the service, the productivity and efficiency, the organization, management and method, the punctuality in the fulfillment of their duties, the zeal and dedication, the urbanity, the impartiality and exemption, the common sense, maturity and sense of justice, the relationship with the other legal agents, the capacity to articulate their work with the organs of criminal police.

Besides the ordinary inspections, there are also extraordinary inspections, in result of deliberation from the Superior Council of the Public Prosecution Service or the Attorney General, the respective scope and finality being established case by case.

4. Procès équitable

4. 1. Principes

4. 1. 1. Principes généraux

84) Quel est le pourcentage de jugements de première instance en matière pénale dans lesquels le suspect n'est pas présent ou représenté par un professionnel (ex. avocat) durant l'audience (jugements par défaut)? Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

NA

85) Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

- (●) Oui
- ( ) Non

Si possible, nombre de récusations qui ont abouti (en une année):

86) Veuillez préciser les données suivantes concernant le nombre d'affaires relatives à l'Article 6 de la Convention européenne des Droits de l'Homme (durée et non-exécution), pour l'année de référence. Si les données ne sont pas disponibles veuillez l'indiquer (NA).

	Affaires déclarées irrecevables par la Cour	Règlements amiables	Jugements constatant une violation	Jugements constatant une non violation
Procédures civiles - Article 6§1 (durée)	1		1	
Procédures civiles - Article 6§1 (non-execution)				
Procédures pénales - Article 6§1 (durée)				

4. 2. Durée des procédures

4. 2. 1. Généralités

87) Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

- [x] en matière civile ?
- [x] en matière pénale ?
- [x] en matière administrative ?

Veuillez préciser:

The Civil Procedure Code, in several precepts, refers to the urgent character of certain acts and procedures. In accordance with article 382, the preventive proceedings are as such considered urgent.
The Penal Procedure Code equally addresses urgent procedures, namely those procedures with defendants held in custody.
The heading of Title IV of the Administrative Courts Procedure Code (article 97 and forth) is actually urgent procedures, being these applicable both to the pre-contractual disputes and to the summons.

88) Existe-t-il des procédures simplifiées :

- [x] en matière civile (petits litiges) ?
- [x] en matière pénale (petites infractions) ?
- [x] en matière administrative ?

Veuillez préciser (par exemple si une nouvelle loi sur les procédures simplifiées a été adoptée):

The Decree-Law n. 269/98, of 1 September (amended several times) approves the proceedings related to pecuniary obligations arising out of contracts whose value does not exceed the ceiling set for the courts of first instance. As such it establishes a simplified regime for "small claims".
The Penal Procedure Code foresees summary and summary and fast proceedings. These are simplified procedures applicable to less serious crimes. In accordance with articles 255 and 256, those "detainees caught in the act for crimes punishable by a maximum term of imprisonment no greater than five years, even in case of misdemeanours" are tried in summary proceedings (n. 1). For that matter a judicial or police authority has to proceed with the detention [indent a)]: "the detention may also be effected by any other person if, within no more than two hours, the detainee is entrusted to one of the above mentioned authorities and these have drafted a summary notice related to the hand over" [indent b)]. Within the terms of the previous number, are also tried in summary proceedings, the "detainees caught in the act for crimes punishable by a maximum term of imprisonment greater than 5 years, even in case of misdemeanours, whenever the Public Prosecutor, in the accusation, decides that it should not be applied an imprisonment sentence greater than 5 years" (n. 2). In the terms of article 391-A (summary and fast proceedings) "in cases of crimes punishable with a fine or with a prison sentence no greater than 5 years, and if there is plain and enough evidence of the crime and its agent, the Public Prosecutor in the police report or after the summary inquiry, may decide on the charge to bring before a summary and fast proceeding" (n. 1). Number 2 of the same precept refers that "are also tried in summary and fast proceedings, in the terms of the previous number, the crimes punishable by a maximum imprisonment sentence greater than 5 years, even in case of misdemeanours, whenever the Public Prosecutor, in the accusation, decides that it should not be applied a prison sentence greater than 5 years". In the crimes punishable with a prison sentence no greater than 5 years or only with a fine, "the Public Prosecutor, on the defendant's initiative or after this one has been heard and when it decides that it should be applied a sentence or a non-custodial security measure, may require the court a summary and fast proceeding" (article 392, n. 1). Nonetheless, when the procedure is not subject to a private charge, the approval of the privy must take place (n. 2).
The Administrative Courts Procedure Code also foresees simplified proceedings. Thus, unless the Code provides for otherwise, to the common administrative actions as well as to their conduct the civil procedure forms will be applied (article 35). Hence, to the administrative procedures and within the scope of a common procedure, the summary and fast proceedings shall apply (article 461 of the Civil Procedure Code). These forms of procedures are characterised as holding a procedural "iter" much more simplified and of having time limits other than the ones foreseen in the common ordinary ones.

89) Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais pour conclure et des dates d'audience) ?

- ( ) Oui
- (•) Non

Si oui, veuillez préciser :

4. 2. 2. Affaires pénales, civiles, et administratives

90) Nombre total d'affaires en 1ère instance (contentieuses et non contentieuses): veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

	Affaires pendantes au 1 janvier 2008	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2008
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives	1351870	572657	544515	1380012
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	364641	314729	311797	367573
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	NA	NA	NA	NA
3 Affaires relatives à l'exécution	987229	257928	232718	1012439
4 Affaires relatives au registre foncier**	NAP	NAP	NAP	NAP
5 Affaires relatives au registre du commerce**	NAP	NAP	NAP	NAP
6 Affaires administratives*	NA	NA	NA	NA
7 Autres	NA	NA	NA	NA
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	190468	144852	211892	123428
8 Affaires pénales (infractions graves)	124171	116178	130962	109387
9 Petites infractions	66297	28674	80930	14041

91) Commentaires (y compris concernant les types d'affaires inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives et les types d'affaires pénales - définition des petites infractions et des infractions graves):

1 - Includes civil cases (enforcement cases excluded), labour cases (labour accidents and other labour actions) , civil cases of the Maritime Court and civil cases concerning juveniles.
2 - There is no information regarding non-litigious divorces in courts.
3 - Civil and labour enforcement cases
9 - Administrative offences and misdemeanour

Criminal cases (severe criminal offences): all the criminal cases at trial stage were considered. Misdemeanour and/or minor offences cases: the misdemeanours and the appeals on administrative offences, in the scope of the criminal and labor justice.

92) Nombre total d'affaires en 2ème instance (appel) (contentieuses et non contentieuses): veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

*** Veuillez indiquer (dans les commentaires ci-dessous) quels types d'affaires sont inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives**
**** le cas échéant**

Veuillez vérifier la cohérence des données tel qu'expliqué à la question 91.

Commentaires (y compris concernant les types d'affaires inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives et les types d'affaires pénales et, si possible les taux d'appel pour certaines catégories d'affaires):

	Affaires pendantes au 1 janvier 2008	Nouvelles d'affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2008
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives (contentieuses et non contentieuses)	6068	17751	17869	5950
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*				
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*				
3 Affaires relatives à l'exécution				
4 Affaires relatives au registre foncier**	NAP	NAP	NAP	NAP
5 Affaires relatives au registre du commerce**	NAP	NAP	NAP	NAP
6 Affaires administratives	NA	NA	NA	NA
7 Autres				
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	3294	13297	12957	3634
8 Affaires pénales (infractions graves)	3294	13297	12957	3634
9 Petites infractions				

Commentaire :
1 - Includes civil, labour and juveniles cases in the Appellates Courts
8 - Criminal cases in the Appellates Courts

93) Nombre total d'affaires au niveau des cours suprêmes (contentieuses et non contentieuses: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

*** Veuillez indiquer (dans les commentaires ci-dessous) quels types d'affaires sont inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives**
**** le cas échéant**

Veuillez vérifier la cohérence des données tel qu'expliqué à la question 88.

Commentaires (y compris concernant les types d'affaires inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives et les types d'affaires pénales, ainsi que les possibles limitations des recours devant la plus haute juridiction):

	Affaires pendantes au 1 janvier 2008	Nouvelles d'affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2008
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives	811	2969	3025	755
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*				
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*				
3 Affaires relatives à l'exécution				
4 Affaires relatives au registre foncier**	NAP	NAP	NAP	NAP
5 Affaires relatives au registre du commerce**	NAP	NAP	NAP	NAP
6 Affaires administratives	NA	NA	NA	NA
7 Autres				

Nombre total d'affaires pénales (8+9)	277	1221	1352	146
8 Affaires pénales (infractions graves)	277	1221	1352	146
9 Petites infractions				

Commentaire :
1 - Includes civil, labour and juveniles cases in the Supreme Court
8 - Criminal cases in the Supreme Court

94) Nombre d'affaires de divorces contentieux, licenciements, vols avec violence et homicides volontaires reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

	Affaires pendantes au 1er janvier 2008	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2008
Divorces contentieux	9981	9291	9779	9493
Licenciements	3622	4145	2798	4969
Vols avec violence	NA	NA	2559	NA
Homicides volontaires	NA	NA	154	NA

95) Durée moyenne des procédures, en jours (à partir de la date de saisine du tribunal), nombre d'affaires pendantes de plus de 3 ans et % d'affaires ayant fait l'objet d'un appel: veuillez compléter le tableau Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	% d'affaires pendantes de plus de 3 ans	1ère instance (durée moyenne)	2ème instance (durée moyenne)	Total de la procédure (moyenne durée totale)
Divorces contentieux				101 days	
Licenciements				154 days	
Vols avec violence				78 days	
Homicides volontaires				92 days	

Commentaire :

96) Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux):

97) Comment est calculé le délai de procédure pour les quatre catégories d'affaires ? Veuillez décrire la méthode de calcul.

The data regarding the length of time in the first instance judicial courts for 2007 and 2008 is still being validated. Nevertheless, the length of proceedings starts to be measured from the day the case enters a court until it reaches a final decision in that instance, even if later it may occur an appeal on the decision before a higher court.

98) Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles):

- [x] diriger ou superviser l'enquête policière
- [x] mener des enquêtes
- [x] quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- [x] porter une accusation
- [x] soumettre l'affaire au tribunal
- [x] proposer une peine au juge
- [x] faire appel
- [x] superviser la procédure d'exécution
- [x] classer l'affaire sans suite, sans avoir une décision du tribunal
- [ ] clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- [x] autre attribution significative

Veuillez préciser :

The Public Prosecution Service is the organ responsible for the penal action.

Its intervention in the penal area, always guided by the principle of lawfulness, occurs in all the procedural stages.
It is the Service's responsibility to receive denunciations; to decide on the follow up of the denunciations/complaints/penal notifications (even those that are brought before the different police forces); to lead the stage of inquest (of compulsory nature and which management is of its sole responsibility – except for the occasional intervention of the judge for the practice of certain acts whenever the rights, freedoms and guaranties of the citizens are at stake -, and that comprises the set of diligences that aim at investigating the commission of a crime, to determine its agents and respective responsibility, regarding the decision on the accusation); to deduce accusation and to support it in trial; to present appeals (even if in the exclusive interest of the defendant); to promote the enforcement of the applied sentences.

As to the possibility of the Public Prosecution Service to close a case without a judicial decision, we must point out that the management of the inquest is of its sole responsibility (the intervention of the judge, at this stage, is exceptional and is limited to the practice of certain acts concerning the rights, freedoms and guaranties of the citizens). The case should, therefore, be filed whenever enough proof as been collected as that the crime was not committed nor the defendant has committed it, that the procedure is legally admissible (namely due to the prescription of the penal procedure), or in the cases where it was not possible to obtain enough evidence that the crime occurred or of who committed it.

However, the decision to file is liable of being verified judicially whenever the defendant or the assistant request the opening of the stage of finding of facts (optional), which falls under the jurisdiction of the judge.

In what concerns the impossibility of the Public Prosecution to close the case, without a court decision, due to the imposition of a penal measure, we point out that once the investigation has ended and once enough evidence has been collected as to the fact that a crime has been committed, there are alternative mechanisms to the deduction of the accusation.

In effect, once enough evidence has been collected as to the fact that a crime has been committed and as to who was the perpetrator, the Public Prosecution Service may decide on the temporary suspension of the case (conditioned to the fulfillment by the defendant of several payment orders) but that always depends on the agreement of the defendant, of the assistant (in case there is one) and of the judge.

99) Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires civiles et/ou administratives ?

(●) Oui

( ) Non

Si oui, veuillez préciser :

In the civil area the Public Prosecution Service, in accordance to the provisions of its Statute (Law 60/98, of 27 August, art. 3, 5 and 6) and in the civil law (Code of Civil Procedure, art. 15, 16, 17 and 20) has the responsibility of representing, at the courts, the State, the Autonomous Regions, the autarchies, the incapable (including minors and interdicted), the uncertain, the absent, the workers and their families.

Regarding the area of minors and family, we point out the promotion and protection cases, the tutelary cases, the civil tutelary cases (including paternity regulation actions, tutelary actions, adoption, and judicial delivery of minors), special cases of divorce by mutual consent/paternity regulation, unofficial inquiry actions (paternity, maternity or others).

Concerning the labor area, we stand out the relevant and irreplaceable intervention of the Public Prosecution Service in the cases of work accidents and professional diseases. Besides these, it also intervenes in the labor executive cases (for judicial costs or not) and, as representative of the workers, in the proposition of labor actions. It also intervenes in the appeals of impugnation of decisions issued by administrative authorities in cases of labor actions.

In the administrative field, the Public Prosecution Service (according to the provisions of Law 60/98, of 27 August, art. 1 and 3, in the Statute of the Administrative and Tax Courts, art. 51, and in the Procedural Code of the Administrative Courts, art. 9, n.2, art.11, n.2, art. 62, 73, ns. 3 and 4 and art. 85) represents the State in the courts (presenting and contesting actions) and intervenes in the public actions, that is, in the propositions in defense of diffuse interests and of the community. Besides having the power, and in some cases the duty, of requiring the unlawfulness with legal force, it also has legitimacy to propose and to intervene in cases where the defense of property, assets or interests protected by the Constitution is at stake, such as public health, quality of life, environment, urbanism, planning of the national territory, cultural patrimony and assets belonging to the State, to the Autonomous Regions and to the local autarchies.

100) Fonctions du procureur concernant les affaires pénales – veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus, et préciser notamment si les données indiquées incluent ou non le contentieux en matière de code de la route:

	Reçues par le procureur	Classées sans suite par le procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	Classées sans suite par le procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	Portées par le procureur devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales de 1ère instance	544712	NA	NA	NA	NA	75511

Commentaire :

Vous pouvez indiquer ci-dessous :
- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système concernant la durée des procédures et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

Veuillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 90 à 95 et 100:

Directorate-General for Justice Policy (Direcção-Geral da Política de Justiça)

5. Carrière des juges et procureurs

5. 1. Désignation et formation

5. 1. 1. Recrutement, nomination et promotion

101) Comment les juges sont-ils recrutés ?

- [x] Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- [ ] Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- [ ] Une combinaison des deux
- [ ] Autres

Si autres, veuillez préciser:

102) Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- [ ] une instance composée seulement de juges?
- [ ] une instance composée seulement de non juges?
- [x] une instance composée de juges et de non juges?

103) La même instance est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- ( ) Oui
- (•) Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des juges

The High Council of the Judiciary (Conselho Superior da Magistratura)/The High Council of the Administrative and Tax Courts (Conselho Superior da Magistratura/Conselho Superior dos Tribunais Administrativos e Fiscais).

104) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les juges ? Veuillez préciser:

Judges are selected:
- to the Supreme Court by competitive curriculum evaluation;
- to the Court of Appeal by seniority and merit.

105) Comment sont recrutés les procureurs ?

- [x] Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- [ ] Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- [ ] Une combinaison des deux
- [ ] Autres

Si autres, veuillez préciser:

106) Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, en début de carrière, par :

- [ ] une instance composée seulement de procureurs ?
- [ ] une instance composée seulement de non procureurs?
- [x] une instance composée de procureurs et de non procureurs?

107) La même instance est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- ○ Oui
- ◉ Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs
The High Council of the Prosecutors (Conselho Superior do Ministério Público)

108) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les procureurs? Veuillez préciser.

Access to the higher ranks of the Public Prosecution Service is made by promotion, which occurs by merit and by seniority.

While the promotion to Deputy Attorney General is made only by merit, the category of Attorney General can only be achieved through both merit and seniority.

In order to achieve a promotion by seniority one has to have a classification of non less than Good and in the case of the promotion by merit the requirement is the classification of Very Good or Good with distinction.

In case there is more than one prosecutor in conditions to be promoted for merit, the openings are occupied, successively in the proportion of three for the classifications of Very Good and one for the classifications of Good with distinction and, in case of equal classifications, the preference goes to the one with longer service time.

On the other hand the promotion to public prosecutor can be made by competition or according to the list of seniority, seeing that the public prosecutors can only be promoted in this way in case they have a minimum of 10 years of service.

The openings are occupied, by order of vacancy, successively in the proportion of three by way of competition and two according to the order of list of seniority.

The candidates to the competition that are not promoted in that way can also be promoted according to the order of the list of seniority, in case they did not present a declaration of waiver.

The promotion by competition is attributed to the candidate with the highest classification and, in case of equality, to the one with longer service time.

In the cases where an opening must be occupied by competition and there are no candidates, the promotion is made according to the order of the list of seniority.

When there is place to a promotion according to the order of the list of seniority, the openings are occupied successively, in the proportion of three by merit and one by seniority.

109) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les juges?

- ◉ Oui
- ○ Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

110) Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges? Si oui, quelle en est la durée?

	Oui	Durée de la période probatoire (en années)
Durée de la période probatoire pour les juges	X	1.5

111) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les procureurs?

- (●) Oui
- ( ) Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

112) Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs? Si oui, quelle en est la durée?

	Oui	Durée de la période probatoire (en années)
Durée de la période probatoire pour les procureurs	X	1.5

113) Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges/procureurs, qu'elle est la durée du mandat ? Est-il renouvelable?

Veuillez préciser la durée

pour les juges? ☐ Oui

pour les procureurs ☐ Oui

Vous pouvez indiquer ci-dessous :
• tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
• les caractéristiques de votre système de sélection et de nomination des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

5. 1. 2. Formation

114) Nature de la formation des juges. Est-elle obligatoire ?

- ☑ Formation initiale
- ☐ Formation continue générale
- ☐ Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)
- ☐ Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)
- ☐ Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

115) Fréquence de la formation des juges

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	Oui	Non	Non
Formation continue générale	Non	Non	Oui
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	Non	Non	Oui
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	Non	Non	Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	Non	Non	Oui

116) Nature de la formation des procureurs. Est-elle obligatoire ?

- [x] Formation initiale
- [ ] Formation continue générale
- [ ] Formation continue spécialisée (ex. procureur spécialisé)
- [ ] Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. procureur général et/ou gestionnaire)
- [ ] Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

117) Fréquence de la formation des procureurs

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	Oui	Non	Non
Formation continue générale	Non	Non	Oui
Formation continue spécialisée (ex. procureur spécialisé)	Non	Non	Oui
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. procureur général et/ou gestionnaire)	Non	Non	Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	Non	Non	Oui

Vous pouvez indiquer ci-dessous :
• tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
• des commentaires sur l'attention portée dans les curricula à la Convention européenne des Droits de l'Homme et à la jurisprudence de la Cour
• les caractéristiques de votre système de formation des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

5. 2. Exercice de la profession

5. 2. 1. Salaires

118) Salaires des juges et des procureurs: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessous:

	Salaire annuel brut (€)	Salaire annuel net (€)
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	34692,70	
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	83401,22	
Procureur au début de sa carrière	34692,70	
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	80972,08	

Commentaire :

119) Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants :

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	Non	Non
Retraite spécifique	Non	Non
Logement de fonction	Oui	Oui
Autre avantage financier	Oui	Oui

120) Si autre avantage financier, veuillez préciser:

A settlement subsidy and an allowance whenever the Judge/Public Prosecutor has to go abroad or anywhere within the national territory.

121) Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes :

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	
Enseignement	Non	Oui	Non
Recherche et publication	Oui	Non	Non
Non	Non	Oui	Non
Consultant	Non	Non	Oui
Fonction culturelle	Non	Oui	Non
Autre fonction	Non	Non	Non

122) Si autre fonction, veuillez préciser :

123) Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes :

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	
Enseignement	Non	Oui	Non
Recherche et publication	Non	Oui	Non
Non	Non	Non	Oui
Consultant	Non	Non	Oui
Fonction culturelle	Non	Oui	Non
Autre fonction	Non	Non	Oui

124) Si autre fonction, veuillez préciser :

125) Des indemnités sont-elles accordées aux juges en fonction du respect d'objectifs quantitatifs de production de décisions ?

- ○ Oui
- ◉ Non

Si oui, veuillez préciser :

Veuillez indiquer la source pour répondre à la question 118:

The High Council of the Judiciary and the High Council of the Prosecutors (Conselho Superior da Magistratura e Conselho Superior do Ministério Público).

5. 2. 2. Procédures disciplinaires

126) Quelle autorité peut engager des procédures disciplinaires contre les juges et/ou les procureurs ? Veuillez préciser:

Judicial judges - the High Council of the Judiciary (Conselho Superior da Magistratura)
Administrative and Tax Judges - The High Council of the Administrative and Tax Courts (Conselho Superior dos Tribunais Administrativos e Fiscais)
Prosecutors - the High Council of the Prosecutors (Conselho Superior do Ministério Público)

127) Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges et des procureurs ? Veuillez préciser:

Judicial judges - the High Council of the Judiciary (Conselho Superior da Magistratura)
Administrative and Tax Judges - The High Council of the Administrative and Tax Courts (Conselho Superior dos Tribunais Administrativos e Fiscais)
Prosecutors - the High Council of the Prosecutors (Conselho Superior do Ministério Público)

128) Nombre de procédures disciplinaires intentées à l'encontre des juges et des procureurs: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	18	
1. Faute déontologique	NA	
2. Insuffisance professionnelle	NA	
3. Délit pénal	NA	
4. Autre	NAP	

Commentaire :

129) Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des juges et des procureurs: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 9)	31	
1. Réprimande	10	
2. Suspension	1	
3. Révocation	2	
4. Amende	15	
5. Diminution de salaire temporaire		
6. Rétrogradation de poste		
7. Mutation dans un autre tribunal géographiquement	2	
8. Démission	1	
9. Autre	0	

Commentaire :

Vous pouvez indiquer ci-dessous :
● tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
● les caractéristiques de votre système de procédures disciplinaires pour les juges et les procureurs et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

6. Avocats

6. 1. Statut de la profession

6. 1. 1. Profession

130) Nombre d'avocats exerçant dans votre pays. Si les données ne sont pas disponibles, veuillez l'indiquer (NA).

27623

131) Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« sollicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter en justice ? Si non, veuillez aller à la question 133

- ○ Oui
- ◉ Non
- ○ Non applicable

132) Nombre de conseillers juridiques. Si les données ne sont pas disponibles, veuillez l'indiquer (NA)

NAP

133) Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice? (plusieurs options sont possibles)

- ☐ Affaires civiles*
- ☑ Affaires pénales* - Défendeur
- ☑ Affaires pénales* - Victime
- ☐ Affaires administratives*

*Le cas échéant, veuillez préciser si cela concerne tous les niveaux d'instance. En cas de non monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients devant un tribunal (par exemple une ONG, membre de la famille, syndicat, etc.…) et pour quelles affaires.

Solicitadores and trainee lawyers can provide legal advice and within certain limits – laid down in procedural law – represent clients before courts. Restrictions to their activity follow several criteria, which stem from the idea that Solicitadores should only perform minor "judicial/court related" acts or others that do not involve a question of law. Some of these criteria are:
• Possibility of appealing to a superior court (if it is always possible to appeal, the client must be represented by a lawyer
• Monetary importance of the legal issue (above a certain amount clients must be represented by a lawyer)
• Area of law – in Criminal Law defendants must be represented by a lawyer (or a trainee lawyer in some cases) whereas in executive procedures clients may be represented by Solicitadores.
The Public Prosecutor usually represents the State (both in civil and administrative proceedings), and can also represent the incapacitated, the unidentified, the absent in an unknown location and, in labour cases, the workers.

134) La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

- [x] un barreau national ?
- [ ] un barreau régional ?
- [ ] un barreau local ?

Veuillez préciser :

The Bar Association («Ordem dos Advogados») has national jurisdiction over lawyers. It is composed by a President, an executive body, an appeal body for ethic matters, seven district councils and delegations.

The «Bastonário» is the President of the Bar Association and also acts as the Chairman of the General Council, the Congress and the General Assembly. The General Council is an executive, management and regulatory body. There is one President of the Superior Council and the Council itself comprises 22 members. It works as an appeal jurisdiction body within the Bar (and in some specific cases also as the first instance jurisdiction). There are 7 District Councils which are management bodies within its territorial limits, responsible, «inter alia», for providing and encouraging the initial and ongoing training of lawyers and trainee lawyers.

The Deontology or Ethics Councils (7) are the governing bodies with first instance disciplinary jurisdiction over lawyers and trainee lawyers whose professional domicile stands in within its respective district. Finally, there are 220 local delegations, composed of 2 to 4 members each.

Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 130 et 132:

Question 130 - The Bar Association (Ordem dos Advogados).

6. 1. 2. Formation

135) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

- [x] Oui
- [ ] Non

136) Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

- [x] Oui
- [ ] Non

137) La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations/à un certain niveau de diplôme/à certaines autorisations ?

- [x] Oui
- [ ] Non

Si oui, veuillez préciser :

The current specialization regime was introduced by the Bar Association Regulation 204/2006, of the 30 October. This regulation revoked all the previous regulations/decisions on this subject.

The necessary requirements are now more demanding: for instance, it is now necessary to hold 10 years of experience (instead of the previous 5) to apply to a specialty. The proceeding was also reassessed.

Under the new Regulation, the candidate has to be submitted to a public exam. The decision to grant the title of specialist lies on the General Council.

The Specialty areas recognized by the Bar are:
- Administrative and Public Law;
- Tax Law;
- Labor Law;
- Constitutional Law;
- Intellectual Property Law;
- Financial Law;
- European and Competition Law.

6. 1. 3. Honoraires

138) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats ?

☐ Oui

☑ Non

Veuillez apporter toute précision permettant d'interpréter la réponse ci-dessus

Lawyers fees are regulated in articles 95/a, 100,101 and 102 of the Portuguese Bar Association Statute -Law 15/2005, 26th January.
Fees are also addressed in the CCBE Code of Conduct for European Lawyers (http://www.ccbe.orglen/documents/code deonto.htm) applicable to cross-border activities.
The general rule conceming lawyers fees is that they are freely negotiated between lawyer and client. However fees can also be established previously, by written agreement, as expressly foreseen in the Statute (article 100/2).
Fees should be an adequate/reasonable economic compensation for the services provided considering the:
-Difficulty and urgency ofthe matter;
-Intellectual creativity of the service provided;
-Time spent;
-Responsibility laid on the lawyer;
-Final result;
-Other professional usage (for instance, having regard for the client's financial situation, the legal usage within the court district, etc.).

«Quota litis» is explicitly forbidden by article 101 of the Statute. However, one can agree that the result of the matter has an impact in the final amount of fees as one between other criteria.
All in all, one can say that fees can vary considerably from lawyer to lawyer and from law firm to law firm and also according to the specific lawsuit in question and it is not easy to state what would be the average cost for lawyer's fees.
Courts, lawyers and clients can get a technical opinion or recommendation on fees, if any doubt occurs, but the recommendation issued by the Superior Council of the Bar Association is not compulsory, though it is usually respected by judges and lawyers.

139) Les honoraires des avocats sont-ils

- [ ] réglementés par la loi ?
- [ ] réglementés par le Barreau ?
- [x] librement négociés ?

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:
Please refer to comments on question 138.

6. 2. Evaluation

6. 2. 1. Plaintes et sanctions

140) Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

- (•) Oui
- ( ) Non

141) Si oui, qui est responsable de la formulation de ces normes de qualité:

- [x] le Barreau ?
- [x] le législateur ?
- [ ] autre ?

Veuillez préciser (y compris une description des critères de qualité utilisés):
There are no quality standards «as it is», but lawyers follow professional duties (article 83/2 of the Bar Association Statute) and a Code of Conduct, that, if disrespected, may rise disciplinary responsibility (on account of professional misconduct) and even tort (civil professional liability).

These duties and code of conduct laid down in the Statute are a result of self regulation powers arributed by law to the Bar Association. The Statute of the Bar Association was approved by Law 15/2005 of the 26th January.

142) Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant

- [x] la prestation de l'avocat ?
- [x] le montant des honoraires ?

Veuillez préciser :
Lawyers and trainee lawyers are under the disciplinary jurisdiction of the Bar Association. Besides disciplinary liability, lawyers are criminally liable and may be sued for damages. Under the Portuguese Bar Association Statute, all lawyers duly enrolled in the Portuguese Bar Association shall have a Professional Indemnity Insurance.

It is possible to complaint about fees, as already explained above (question 138).
When it comes to the lawyers' conduct itself, the Bar has exclusive jurisdiction. There are 7 Ethics Councils (Deontology Councils) which analyse and apply disciplinary measures and sanctions (articles 109 and following of the Statute).

143) Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires

- [ ] le juge ?
- [ ] le ministère de la justice ?

☑ une instance professionnelle ou autre ?

Veuillez préciser :

The Bar Association through the Deontology Councils (first instance) and the Superior Council (usually the instance of appeal). Lawyers can appeal against the disciplinary rulings of the Bar Association to the administrative courts.

144) Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

	Faute déontologique	Insuffisance professionnelle	Délit pénal	Autre
Nombre annuel				

Commentaire :

145) Sanctions prononcées à l'encontre des avocats: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

	Réprimande	Suspension	Révocation	Amende	Autre
Nombre annuel					

Commentaire :

Vous pouvez indiquer ci-dessous :
• tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
• les caractéristiques de votre système d'organisation du Barreau et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

7. Mesures alternatives au règlement des litiges

7. 1. Médiation et autres formes de règlement des litiges

7. 1. 1. Médiation

146) Existe-t-il des procédures de médiation dans le système judiciaire ? Si non, veuillez aller à la question 151

(●) Oui
( ) Non

147) Le cas échéant, veuillez préciser, par type d'affaires, l'organisation de la médiation

	Possibilité de médiation privée proposée par le juge ou médiation annexée au tribunal	Médiateur privé	Instance publique (autre que le tribunal)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	Non	Non	Oui	Non	Non
Affaires familiales (ex. divorce)	Non	Non	Oui	Non	Non
Affaires administratives	Non	Oui	Non	Non	Non
Licenciements	Non	Non	Oui	Non	Non
Affaires pénales	Non	Non	Oui	Non	Non

148) Est-il possible de bénéficier de l'aide judicaire lors des procédures de médiation ?

(●) Oui
( ) Non

Si oui, veuillez préciser :
It is possible to benefit from legal assistance by making use of legal aid, if a party does not have sufficient financial means (Law 47/2007, 28 of August).

149) Nombre de médiateurs accrédités. Si les données ne sont pas disponibles, veuillez l'indiquer (NA)

148

150) Veuillez indiquer le nombre total de procédures de médiation par catégories d'affaires. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

les affaires civiles ?	☑ Oui	5925
les affaires familiales ?	☐ Oui	80
les affaires administratives ?		NA
les affaires de licenciements ?		NA
les affaires pénales ?	☐ Oui	95

Veuillez indiquer la source pour la réponse à la question 150 :

Office for Alternative Dispute Resolution (Gabinete para a Resolução Alternativa de Litígios).

7. 1. 2. Autres formes de règlement des litiges

151) Pouvez-vous donner des informations sur les autres mesures alternatives au règlement des litiges (par ex. arbitrage, conciliation) ? Veuillez préciser:

There are entities authorised by the Ministry of Justice to carry out voluntary arbitration with an institutional character, covering different areas, such as Administrative Law, Patents and Signs and Internet domains. The Ministry of Justice financially supports some of these Arbitration Centres.

In the Peace Courts (Law 78/2001, 13 July) if the parties have not reached an agreement through mediation, they go to trial, where a decision is issued by the Peace Judge, who may also promote the parties' conciliation.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :
• tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
• les caractéristiques de votre système de mesures alternatives au règlement des litiges et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

In Portugal, in general, mediation is considered as an extra-judicial process or a process developed under the supervision of a public authority (Office for Alternative Dispute Resolution - Gabiente para a Resolução Alternativa de Litígios), on which a third party, who has no interest in the matter at stake, facilitates the discussion between the parties in order to help them to reach an agreement.

8. Exécution des décisions de justice

8. 1. Exécution des décisions civiles

8. 1. 1. Fonctionnement

152) Existe-t-il dans votre système judiciaire des agents d'exécution? Si non, veuillez aller à la question 154

- (●) Oui
- ( ) Non

153) Nombre d'agents d'exécution . Si la donnée n'est pas disponible, veuillez l'indiquer (NA).

835

154) Les agents d'exécution sont-ils (plusieurs choix possibles):

- [ ] des juges ?
- [ ] des huissiers de justice exerçant en profession libérale réglementée par les autorités publiques ?
- [x] des huissiers de justice attachés à une institution publique ?
- [x] d'autres agents d'exécutions ?

Veuillez préciser leur statut et leurs compétences (pouvoirs):

In 2008, enforcement agents could be both «court officials» (bailiffs working in a public institution), as well as «execution solicitors» (solicitadores de execução). Since the 31st March 2009, besides these two categories, lawyers may also work as enforcement agents.

155) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

- (●) Oui
- ( ) Non
- ( ) Non applicable

156) La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par :

- [x] une instance nationale ?
- [ ] une instance régionale ?
- [ ] une instance locale ?
- [ ] non applicable

157) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution?

- (●) Oui

- ○ Non
- ○ Non applicable

158) Les frais d'exécution sont-ils :

- ☑ réglementés par la loi ?
- ☐ librement négociés ?
- ☐ non applicable

Veuillez indiquer la source de la réponse à la question 153:

Question 153 - the number indicated only refers to the number of enforcement agents who were «solicitadores de execução» (other enforcement agents), in May 2009, since the enforcement agents who are «baillifs working in a public institution» do not work exclusively as enforcement agents. Source: Directorate-General for justice Policy.

8. 1. 2. Supervision

159) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

- ◉ Oui
- ○ Non
- ○ Non applicable

160) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution :

- ☑ une instance professionnelle ?
- ☐ le juge ?
- ☑ le ministère de la justice ?
- ☐ le procureur ?
- ☐ autre ?

Veuillez préciser :

In 2008, the Ministry of Justice through the Court Officials Council should supervise and control the enforcement agents who were «bailiffs working in a public institution» and the Solicitor's Chambers (Câmara dos Solicitadores) should supervise and control the enforcement agents who were «solicitadores de execução» (other enforcement agents).

Since the 31 March 2009, the supervision of «bailiffs working in a public institution» remains under control of the Ministry of Justice, but the supervision and control of the «solicitadores de execução» (other enforcement agents) is now a task of the Commission for the efficiency of the Enforcement procedures (Comissão para a Eficiência das Execuções), which is an independent body.

161) Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

- ○ Oui
- ◉ Non

Non applicable

Si oui, quelle est l'autorité chargée de formuler ces normes de qualité et quels sont les critères de qualités utilisés?

162) Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

The Procedural Code for the Administrative Courts has a special part dedicated to the enforcement of decisions against public authorities. Articles 157 to 179 regulate this matter. The regulation differs according to what is at stake. The Civil Procedure Code also applies to public instituions when these entities behave according to the civil rules.

163) Disposez-vous d'un système de contrôle de l'exécution ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

The Commission for the Efficiency of the Enforcement Procedures which was set up on the 31 March 2009, shall create a system for monitoring the execution and to gather information useful for issuing recommendations on the efficiency of the system and training of enforcement agents.

8. 1. 3. Plaintes et sanctions

164) Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ?
Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum

absence de toute exécution ?

non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques ?

manque d'information ?

durée excessive ?

pratiques illégales ?

supervision insuffisante ?

coût excessif ?

autre ?

Veuillez préciser:

165) Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques?

- (●) Oui
- ( ) Non

Si oui, veuillez préciser :

The Decree-Law 226/2008, of the 20 November aims to simplify the enforcement procedures and avoid useless tasks, or, in other words, to promote the efficiency of the enforcement procedures and to avoid unnecessary juducial processes.

There were no specific measures concerning the enforcement of court decisions against public authorities.

166) Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

- [x] pour les affaires civiles ?
- [x] pour les affaires administratives ?

167) Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction :

- [ ] entre 1 et 5 jours
- [ ] entre 6 et 10 jours
- [ ] entre 11 et 30 jours
- [ ] plus

Veuillez préciser

168) Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Nombre total de procédures disciplinaires initiées	NA
pour faute déontologique	NA
pour insuffisance professionnelle	NA
pour délit pénal	NA
Autre	NA

169) Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Nombre total de sanctions	[ ] nombre :	237
Réprimande	[ ] nombre :	103
Suspension	[ ] nombre :	3
Révocation	[ ] nombre :	
Amende	[ ] nombre :	27
Autre	[ ] nombre :	104

Vous pouvez indiquer ci-dessous :
• tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
• les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions civiles et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

Veuillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 167, 168 et 169 :

Question 169 - Directorate-General for Justice Policy.

8. 2. Exécution des décisions pénales

8. 2. 1. Fonctionnement

170) Existe-t-il un juge chargé spécifiquement de l'exécution ?

- (•) Oui
- ( ) Non

Si oui, veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle). Si non, veuillez préciser quelle autorité est compétente pour l'exécution des jugements (par ex: procureur) :

The Enforcement of Sanctions Court is the entity in charge of imprisonment orders, according to rticle 91 of the Law on the Organisation and RFunctioning of the Judicial Courts (Law 3/99, of the 13rd January, ammended several times).

171) En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- ( ) Oui
- (•) Non

Si oui, veuillez préciser :

Vous pouvez indiquer ci-dessous :
• tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
• les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions pénales et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

9. Notaires

9. 1. Statut

9. 1. 1. Fonctionnement

172) Existe-t-il des notaires dans votre pays ? Si non allez à la question 177

- (●) Oui
- ( ) Non

173) Les notaires ont-ils un statut (dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations):

privé (sans contrôle par une autorité publique)?	☐ nombre	
de profession libérale réglementée par les pouvoirs publics?	☐ nombre	410
public?	☐ nombre	22
autre ?	☐ nombre	

Commentaire :

174) Le notaire exerce-t-il une fonction :

- ☐ dans le cadre de la procédure civile ?
- ☐ dans le domaine du conseil juridique ?
- ☑ pour authentifier les actes/certificats ?
- ☐ autre ?

Veuillez préciser :

The notaries are one of the entities in Portugal that can legalize contracts and documents in general, and authenticate signatures, either because the law requires it or at the parties' request. However, in most cases, even when the law requires a certain level of authenticity in the documents, it is possible for other legal professionals to do it, such as registers, lawyers or solicitors.
In 2010, Notaries, as well as Registers, will be the only entity competent for the procedure regarding the inventory and distribution of estate of a deceased person.

Veuillez indiquer la source pour répondre à la question 173

Question 173 - Institute of Registries and Notaries (Instituto dos Registos e do Notariado)

9. 1. 2. Supervision

175) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- (●) Oui
- ( ) Non

176) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler notaires:

- [x] une instance professionnelle ?
- [ ] le juge ?
- [x] le ministère de la justice ?
- [ ] le procureur ?
- [ ] autre ?
- [ ] non applicable

Veuillez préciser :

Due to the special nature of the notary activity, there is a double supervision and control by the Notaries Order (the professional body of notaries in Portugal) and by the Ministry of Justice. Both entities have disciplinary jurisdiction and regulatory power over the notaries.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :
• tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
• les caractéristiques de votre système notarial et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

In order to understand the data about the number of public and private notaries it is important to refer that until 2005, the notary activity was carried out by public notaries. Since than, due to the privatization reform, most of the notary offices were licensed for private workers and the former public notaries have gradually turned into private notaries. Nowadays, there are very few public notaries left, and they are mostly notaries from public notary offices that were kept out of the privatization reform or from public notary offices whose licence hasn't yet been assigned.
In Portugal, there is a «numerus clausus» system. All notaries are law graduates and are required to undergo special training. The practice of the profession is tightly regulated by law. They are able to provide legal advice and prepare instruments with legal effect. In spite of being a private worker, the notary is expected to be independent and impartial.

10. Interprètes judiciaires

10. 1. fonction

10. 1. 1. Statut

177) Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé?

- (●) Oui
- ( ) Non

178) La fonction d'interprète judiciaire est-elle régulée?

- (●) Oui
- ( ) Non

179) Nombre d'interprètes judiciaires. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations

NA

180) Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux?

- ( ) Oui
- (●) Non

Si oui, veuillez préciser :

181) Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires?

- (●) Oui
- ( ) Non

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus (notamment: si non, quelle est l'instance chargée de sélectionner les interprètes?):

Question 177 - There are no specific rules for interpreters. However, the rules applicable to experts are, «mutatis mutandis», also valid for interpreters.

Question 178 - The function of court interpreter is regulated, namely, by articles 139, 141 e 568 and following of the Coide of Civil Procedure, by, «inter alia», articles 47, 91, 92, 153 and 162 of the Code of Criminal Procedure, as well as by article 17 of table IV of the Regulation on Judicial Fees.

11. Fonctionnement de la justice

11. 1. Réformes envisagées

11. 1. 1. Réformes

182) Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? Par exemple modification de la législation, modification dans la structure judiciaire, programme d'innovation, etc. Veuillez préciser:

As concerns computer innovations, we highlight the following:
1. To endow the courts with more and better computer means connecting them to broadband internet access and giving them more reliable, useful and safer computer applications.
a. The first step has been to authorize a contract aimed at improving the conditions of the justice's network in the courts where such conditions are not so favourable (around 70 courts);
b. It shall soon be launched a wider competition in order to endow the justice network with more modern infrastructures throughout the country and, in particular, the optical-fibre and the broadband.

2. To consolidate, strengthen and expand the computer applications available to the justice's agents:
a. The proceedings aimed at developing the CITIUS application towards a more modern and strong version have already started; such shall increase the computer devices that better suit the users' needs, skilled in the use of these new tools;
b. Together with PGR (General Prosecution Office) the proceedings to endow the MP (Public Prosecution) with their own computer application so that they can better manage the enquiries of criminal cases have also been initiated, responding, thus, to the specific needs in this procedural area. This comes about after several solutions in the civil courts to improve their efficiency have been tested for more than a year;
c. It has also been carried out continuous improvements in the civil enforcement procedure scope, where all the electronic communications devices and the search to the databases required to improve the debt collection were put in practice. These improvements have had public recognition on the part of the courts and of the civil enforcement agents.
d. Pretty soon, the access to CITIUS shall also be available to the Insolvency Administrators in order to not only streamline these cases even more but to give a better response to the cases related to insolvent companies.
e. It is underway an improvement to the computer applications related to the processing of accounts and to the payment of judicial costs, as well as a planning of professional training for all those that, in the courts, need to know how to work with these applications. Such is reckoned to be the cause for the delays in the processing of the accounts which, however, does not hinder the final decision on the case (the issue of the judge's final decision).

With respect to the issues under discussion which are deemed to produce legal amendments, we highlight the following:

3. The reform of the civil procedure and, in particular, the civil enforcement one: simplification of the procedure (procedural form, procedural requirements and structure of the decision); primacy of the decisions on the substance of the case over mere decisions on form; clarification and simplification of the civil enforcement action, with the introduction of procedural celerity devises specific to the enforcement phase.

4. Judicial Map: Specialised Courts and improvement of the management structures: gradual implementation of the judicial map, with a global perspective. To develop management tools and the participation of the several justice entities involved. Central courts to deal with specific issues with a high level of specialisation, where being in close proximity is not deemed a relevant factor as concerns the quality of justice

5. To rethink arbitration within the judicial system: a new law on Arbitration which may facilitate and encourage this alternative dispute resolution mechanism.